

Article 21 du Règlement

Le ministre québécois de l'Énergie dit déjà qu'Ottawa ne pourra plus intervenir par l'intermédiaire de l'Office national de l'énergie. Le gouvernement du Canada ne pourra plus dire à l'Hydro-Québec à quel prix elle doit vendre son électricité à l'Ontario et au Nouveau-Brunswick avant d'en offrir au Maine et au Vermont. Autrement dit, quand l'intérêt national dictera de suspendre les exportations d'électricité, Ottawa ne pourra pas l'imposer. Je doute fort que les Canadiens acceptent une telle situation. Heureusement, ils commencent à saisir le vrai sens du terme «libre-échange» qui signifie vraiment «union économique» dans ce cas.

* * *

● (1110)

LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**L'AMÉLIORATION DES CONTRÔLES FINANCIERS DU GOUVERNEMENT**

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président: «Notre étude nous permet de constater une importante amélioration des contrôles financiers». C'est le vérificateur général qui dit cela dans le rapport qu'il a déposé récemment à la Chambre des communes. Le rapport souligne surtout les efforts réels et efficaces que le gouvernement a faits depuis septembre 1984 pour assainir les pratiques comptables et pour s'assurer que les contribuables en ont pour leur argent. Le gouvernement reprend le contrôle des fonds publics.

Le vérificateur général attire avec raison l'attention du Parlement sur les problèmes que le déficit cumulatif continue de poser même si le ministre des Finances (M. Wilson) a fait des merveilles avec le carcan que les gouvernements précédents lui ont laissé autour du cou.

Nous attendons impatiemment l'étude sur la gestion de la dette qui sera publiée en 1988 et nous félicitons le vérificateur général de poursuivre son étude sur les rapports financiers des gouvernements fédéraux.

* * *

LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**LA SUBVENTION ACCORDÉE POUR UN PARC D'ATTRACTIONS D'EDMONTON—LES EXPLICATIONS DU MINISTRE**

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, à la Chambre des communes, mercredi, le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. de Cotret) a dit que le gouvernement avait créé 15 000 emplois en donnant une subvention de 5 millions de dollars à ses amis les frères Ghermezian d'Edmonton pour le West Edmonton Mall. Ce n'est qu'une grossière exagération. C'est une hyperbole extrêmement trompeuse et une pure foutaise.

Si on créait 15 000 emplois avec 5 millions de dollars, chaque emploi ne coûterait que 333 \$ au gouvernement. Le rapport annuel du ministère de l'Expansion industrielle régionale dit qu'il faut dépenser environ 8 000 \$ pour créer un emploi.

Si nous prenions le ministre au mot, avec le budget d'un milliard du ministère de l'Expansion industrielle régionale, nous créerions 3 millions d'emplois par années. Quelle exagération grossière. Le ministre est dans la lune. Il est le ministre des chiffres fantaisistes. Nous pourrions faire disparaître le

chômage pour toujours en un an avec ce genre de chiffres. Cela montre pourquoi le parti conservateur est en difficulté.

Le ministre dit aussi que le Nouveau parti démocratique et le parti libéral sont contre l'Alberta et l'ouest du Canada. Je considère cela comme un important facteur de division, comme une grosse insulte et comme une forme détestable de racisme régional pratiqué par le gouvernement. C'est une attitude très mesquine et très choquante. C'est un germe de division qui menace l'avenir du Canada et cela ne convient certainement pas au premier ministre du Canada (M. Mulroney).

* * *

LES PARTIS POLITIQUES**L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA SOUVERAINETÉ—LA POSITION DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE**

M. J. R. Ellis (Prince Edward—Hastings): Monsieur le Président, je veux ajouter aux observations que je faisais la semaine dernière en disant que j'en avais assez d'entendre les néo-démocrates pleurnicher sur la perte de souveraineté que le libre-échange entraînera selon eux.

On compte environ 30 000 conseillers municipaux, échevins, sous-préfets, préfets, maires, et le reste, représentant les villages, cantons, comtés, cités et villes du Canada. Qu'on les ajoute aux près de 1 000 députés élus aux assemblées législatives des provinces et territoires, et on aura un nombre impressionnant de personnes dévouées au service de leur pays dans l'exercice de leurs diverses fonctions respectives.

Beaucoup de députés à la Chambre, comme le député discret et modeste de Parry Sound—Muskoka (M. Darling), le député tranquille et réservé de Bow River (M. Taylor) et votre humble serviteur, ont servi sur ces autres scènes.

Il s'en trouve peut-être quelques-uns dans la coalition libérale-néo-démocrate qui n'ont aucune foi dans notre pays, mais je puis vous dire que la vaste majorité de ceux que je viens de mentionner sont de fiers Canadiens dévoués au service de leur pays. Ils n'ont aucune crainte pour la souveraineté du Canada. Ils savent comme moi que le Canada et tout ce qu'il représente, non seulement survivra, mais prospérera grâce au libre-échange.

* * *

L'ÉDUCATION**LA TRIBUNE NATIONALE SUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE—LA NÉCESSITÉ D'UNE NOUVELLE ORIENTATION À L'ÉCHELLE NATIONALE**

L'hon. William Rompkey (Grand Falls—White Bay—Labrador): Monsieur le Président, à la fin de semaine dernière, 500 personnes venues d'un bout à l'autre du pays se sont rassemblées à Saskatoon pour consacrer leur attention sur la question de l'enseignement postsecondaire. Ce domaine est en crise et la génération actuelle risque de devenir une autre génération perdue.